

# Soutenir l'Emploi des Jeunes Femmes et Hommes en Afrique : Un Cadre pour l'Analyse au Niveau des Pays

*Dirk Willem te Velde*

*Documents de travail GSYE-001*

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à  
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM  
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

# **Soutenir l'Emploi des Jeunes Femmes et Hommes en Afrique : Un Cadre pour l'Analyse au Niveau des Pays**

Par

Dirk Willem te Velde  
*Institut de Développement d'Outre-mer, Londres*  
et  
*Professeur Spécialisé dans la Pratique,*  
*SOAS Université de Londres*

CREA Document de Travail GSYE-001  
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi  
janvier 2023

**CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE** a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique  
B.P. 62882 - City Square  
Nairobi 00200, Kenya

© 2023, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

# Table des matières

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des encadrés

Liste des abréviations et acronymes

Résumé

Remerciements

1.	Introduction	1
2.	Un cadre en quatre étapes pour identifier et créer des opportunités de création d'emplois	3
3.	L'économie politique : Exemples et questions	18
4.	Conclusions et implications pour les études de cas des pays	23
	Remarques	26
	Références	27
	Annexe : Identifier et examiner les secteurs prometteurs – Le cas du Mozambique	29

## Liste des tableaux

1.	Part du chômage des jeunes, par niveau d'éducation, pays d'Afrique	5
2.	Avantages et inconvénients des techniques utilisées pour analyser la croissance et la compétitivité du secteur	10
3.	Résumé des contraintes économiques et politiques identifiées dans la revue de la littérature	12
4.	Typologies des actions publiques utilisées pour promouvoir la croissance du secteur et la transformation économique	13
5.	Actions publiques pour la transformation économique en Tanzanie	14
6.	Hétérogénéité de l'impact attendu sur l'emploi (des jeunes) dans les différents secteurs	18
7.	Questions d'économie politique pour développer les secteurs ciblés : Résumé	21
A1.	Résumé des secteurs prometteurs identifiés dans les études sur le Mozambique	30

## Liste des figures

1. Part des jeunes (15-24) dans l'emploi total (15+) 4
2. Chômage des jeunes (%) 2020 (à gauche) ; part de l'emploi sectoriel (évolution 2006-2016) 7

# Liste des encadrés

1. Le (non-)emploi des jeunes en Afrique : Faits clés

6

# Liste des abréviations et acronymes

ACET	Centre africain pour la transformation économique
COVID-19	Maladie du virus de la Corona 2019
RDC	République démocratique du Congo
ICE	Indice de complexité économique
EPR	Ratio emploi/population
IDE	Investissement direct à l'étranger
GVCs	Chaînes de valeur mondiales
HHPSA	Analyse de l'espace des produits de Hausmann-Hidalgo
IDS	Institut d'études du développement
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
NEET	Non scolarisé, non employé ou non formé
ODI	Institut de développement d'outre-mer
OEMs	Fabricants d'équipements d'origine
PCI	Indice de complexité des produits
PPP	Partenariats public-privé
RCA	Avantage comparatif révélé
SAM	Matrice de comptabilité sociale
SBR	État des relations commerciales
SET	Soutenir la transformation économique
SEZ	Zones économiques spéciales
PME	Petites et moyennes entreprises
TFP	Productivité totale des facteurs



# Résumé

Un tiers de la population africaine est composé de jeunes, et un quart des emplois en Afrique sont destinés aux jeunes, soit deux fois plus que la moyenne mondiale. La recherche d'emplois pour les jeunes est étroitement liée au défi général de l'emploi. L'Afrique verra quelque 18 millions de jeunes supplémentaires entrer dans la population en âge de travailler chaque année d'ici 2030, dont environ deux tiers, soit 13 millions, entreront sur le marché du travail. En comparaison, neuf millions d'emplois supplémentaires ont été créés chaque année entre 2003 et 2016, ce qui signifie qu'une augmentation de 50 % du taux de création d'emplois est nécessaire pour relever les défis démographiques. La crise de l'emploi n'est pas un simple défi du côté de l'offre ou de l'éducation et des compétences, car dans la plupart des pays africains, la part du chômage des jeunes augmente avec le niveau d'éducation et le rendement de l'enseignement supérieur a diminué dans plusieurs pays africains. Ceci suggère qu'un niveau d'éducation plus élevé n'est pas une garantie d'emploi, et nous devons considérer quelles actions complémentaires peuvent développer des secteurs qui peuvent attirer des opportunités d'emploi, pour les jeunes hommes et femmes.

Ce papier cadre propose donc un cadre en quatre étapes pour identifier et créer des opportunités d'emploi pour les jeunes hommes et femmes :

1. Identifier les secteurs et activités prometteurs à forte croissance et à fort potentiel d'emploi (pour les jeunes) ;
2. Identifier les contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes ;
3. Identifier les politiques générales favorables et les politiques ciblées pour l'emploi des jeunes ; et 4.
4. Comprendre l'économie politique autour des actions immédiates pour soutenir l'emploi des jeunes.

Chaque équipe pays examinera des questions spécifiques. Il est important de prendre en compte les questions plus larges ci-dessus tout en menant ces recherches.

## Remerciements

Je souhaite exprimer ma profonde reconnaissance au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) pour tout le soutien qui a facilité la réalisation de cette recherche. Je suis également éternellement reconnaissant au Secrétariat INCLUDE pour son soutien technique et financier, ainsi que le Forum de recherche économique (ERF) et à l'Institut de développement d'outre-mer (ODI) pour son soutien intellectuel. J'aimerais également remercier les personnes ressources qui ont guidé l'ensemble du processus par des commentaires et suggestions approfondis qui ont façonné cette étude du début à la fin. Les conclusions et les opinions exprimées dans cette étude sont exclusivement celles de l'auteur. Elles ne représentent pas nécessairement les vues du CREA ou de toute autre organisation liée à ce projet. L'auteur est donc seul responsable du contenu et des erreurs de cette étude.

# 1. Introduction

La création d'emplois pour une population croissante est un défi majeur pour l'Afrique. Au cours de la prochaine décennie, 20 millions de jeunes supplémentaires entreront chaque année dans la population en âge de travailler. L'Afrique a réussi à générer une croissance économique depuis le milieu des années 1990, mais ce type de croissance n'a pas réussi à être inclusif, transformateur et riche en emplois.

D'autres défis se posent. Par exemple, la qualité des emplois générés est faible. Les pays africains sont parvenus à absorber le volume de jeunes migrant des zones rurales en créant des emplois peu productifs et mal payés dans le secteur traditionnel des services dans leurs villes. Le développement de secteurs clés présentant un potentiel de croissance de la productivité (transformation sectorielle) et le changement structurel sont importants pour le processus de transformation économique, et donc pour l'augmentation des emplois et des revenus, y compris pour les jeunes.

COVID-19 a eu des répercussions sur les structures économiques et les préférences des consommateurs, les processus de production et les pratiques commerciales. La crise a accéléré des tendances antérieures (par exemple, le commerce électronique) et a conduit à de nouveaux modèles de demande et de production (par exemple, davantage de travail à domicile). La chute spectaculaire de la demande mondiale de vêtements et de voyages, pour ne citer que quelques-unes des manifestations de la crise, pourrait nécessiter un recalibrage des stratégies de transformation économique et de développement.

Malgré ces deux défis, les politiques ciblées ou sectorielles resteront indispensables au développement de tout secteur clé, et certains secteurs sont mieux à même d'absorber la main-d'œuvre. En ce sens, il est impératif de déterminer quels sont les secteurs qui présentent le plus grand potentiel pour stimuler l'emploi productif. Cela implique d'évaluer leur emploi et leur productivité. Avec un afflux croissant de jeunes hommes et de jeunes femmes sur le marché, l'offre de main-d'œuvre devrait être suffisante, à court et à moyen terme, pour couvrir la demande.

Plus généralement, il est important d'établir une série d'étapes que les chercheurs devraient idéalement suivre lorsqu'ils soutiennent l'emploi des jeunes. Cela implique l'identification de secteurs prometteurs, et une analyse des contraintes pour soutenir davantage le développement du secteur, l'analyse des politiques et l'économie politique.

Cette étude fournit un cadre conceptuel qui vise à souligner les principaux principes et facteurs contribuant à la transformation économique et à la création d'emplois productifs, pertinents pour les jeunes hommes et femmes. La section 2 de ce papier cadre présente les étapes de l'analyse des possibilités de créer ou de soutenir des emplois pour les jeunes hommes et femmes au niveau national. Ces étapes comprennent :

- Quels sont les secteurs prometteurs à fort potentiel de croissance et d'emploi (des jeunes) ?
- Quelles sont les contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés ?
- Quelles sont les politiques générales favorables et ciblées ?
- Quels sont les facteurs politiques et les questions d'économie politique concernant les actions à court et moyen terme ?

La section analysera également pourquoi se concentrer sur la demande d'emploi en général est une manière efficace d'envisager les emplois pour les jeunes en particulier. Il s'agit là d'une contribution de cette étude, qui se distingue d'autres approches qui : (1) considèrent l'augmentation de l'offre de compétences comme un moyen plus efficace de créer des emplois ; et (2) considèrent qu'une approche directe et ciblée vers les jeunes est plus efficace qu'une stratégie générale pour l'emploi.

La section 3 développe davantage les éléments d'économie politique. La section 4 tire les conclusions et les implications pour les études de cas des pays.

## **2. Un cadre en quatre étapes pour identifier et créer des opportunités de création d'emplois**

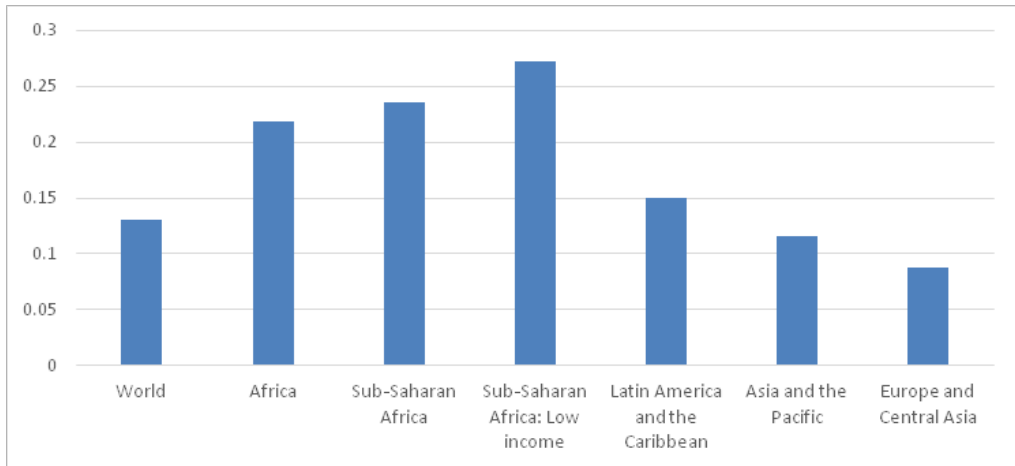
Nous proposons un cadre en quatre étapes pour identifier et créer des opportunités de création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes.

1. Identifier les secteurs et activités prometteurs à forte croissance et à fort potentiel d'emploi (pour les jeunes).
2. Identifier les contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés.
3. Identifier les politiques générales favorables et ciblées pour l'emploi des jeunes.  
4.
4. Comprendre l'économie politique autour des actions immédiates.

### **Secteurs et activités prometteurs à fort potentiel de croissance et d'emploi (des jeunes)**

L'identification des secteurs prometteurs pour la création d'emplois est une étape cruciale pour créer des opportunités d'emploi pour les jeunes hommes et femmes en Afrique, car (1) de nombreux entrants sur le marché du travail en Afrique sont jeunes et (2) le niveau d'éducation n'est pas le seul ou le plus évident des déterminants de l'emploi.

La figure 1 montre qu'environ un quart des emplois en Afrique sont occupés par des jeunes, soit deux fois plus que dans les pays avancés. L'Afrique verra quelque 18 millions de jeunes supplémentaires entrer dans la population en âge de travailler chaque année d'ici 2030 (Binat et al., 2018), dont environ deux tiers, soit 13 millions, devraient entrer sur le marché du travail. En comparaison, neuf millions d'emplois supplémentaires ont été créés chaque année entre 2003 et 2016, ce qui signifie qu'une augmentation de 50 % du taux de création d'emplois est nécessaire pour relever les défis démographiques. L'Afrique est le continent le plus jeune, et on estime qu'un citoyen du monde sur quatre se trouvera en Afrique. Filmer et Fox (2014) et Fox et al. (2020) suggèrent que le chômage des jeunes est avant tout une crise des emplois manquants.

**Figure 1 : Part des jeunes (15-24 ans) dans l'emploi total (15+)**

Source : Statistiques du BIT.

Le tableau 1 montre que la crise de l'emploi n'est pas un simple problème d'offre ou d'éducation et de compétences. Au contraire, dans de nombreux pays, la part du chômage des jeunes augmente avec le niveau d'éducation. La part de l'emploi des jeunes ayant un niveau d'éducation intermédiaire et avancé est en fait plus importante que la part de l'emploi des jeunes ayant un niveau d'éducation de base ou moins dans les pays suivants : Bénin, Burundi, République démocratique du Congo (RDC), Kenya, Ghana, Liberia, Madagascar, Mali, Maurice, Namibie, Nigeria, Tunisie, Zambie et Zimbabwe. Cela suggère qu'un niveau d'éducation plus élevé n'est pas une garantie d'emploi. Au lieu de cela, ce document soutient que nous devons examiner quels secteurs de croissance peuvent attirer des opportunités d'emploi. Ces idées sont également soutenues par l'Organisation internationale du travail (OIT, 2020), qui suggère que "l'emploi des jeunes peut être encouragé en se concentrant sur les secteurs et les entreprises les mieux à même de créer des emplois salariés productifs". L'encadré 1 montre les secteurs qui ont connu une augmentation de la part d'emploi des jeunes. L'un des défis est que la population des jeunes en Afrique a augmenté de 22,4% sur la période 2005-2015, mais que les emplois non agricoles n'ont augmenté que de 5,6% (OIT, 2020), ce qui signifie qu'il est important de se concentrer sur la création de plus d'opportunités dans les secteurs non agricoles. Une autre préoccupation est que l'emploi des jeunes est lié de manière disproportionnée à l'informalité, puisque 95 % des jeunes travailleurs africains ont un emploi informel.

**Tableau 1 : Part du chômage des jeunes, par niveau d'éducation, pays d'Afrique**

	<b>Inférieur au niveau de base</b>	<b>Niveau de base</b>	<b>Niveau intermédiaire</b>	<b>Niveau supérieur</b>	<b>Non précisé ailleurs</b>
Angola	0.17	0.61	0.20	0.01	0.00
Bénin	0.18	0.13	0.25	0.18	0.25
Botswana	0.01	0.47	0.29	0.23	0.00
Burkina Faso	0.70	0.22	0.04	0.04	0.01
Burundi	0.37	0.10	0.47	0.06	0.00
Cap-Vert	0.00	0.57	0.30	0.11	0.01
Tchad	0.43	0.25	0.16	0.16	0.00
Congo	0.09	0.63	0.07	0.09	0.12
RDC	0.11	0.12	0.64	0.12	0.02
Éthiopie	0.14	0.61	0.22	0.03	0.00
Gambie	0.18	0.32	0.43	0.06	0.00
Ghana	0.00	0.37	0.50	0.10	0.03
Kenya	0.02	0.27	0.57	0.14	0.00
Liberia	0.08	0.20	0.59	0.06	0.07
Madagascar	0.00	0.40	0.39	0.19	0.02
Malawi	0.02	0.69	0.26	0.02	0.00
Mali	0.13	0.30	0.31	0.26	0.00
Mauritanie	0.07	0.73	0.03	0.07	0.11
Maurice	0.00	0.34	0.42	0.24	0.00
Mozambique	0.16	0.47	0.32	0.05	0.00
Namibie	0.04	0.16	0.72	0.08	0.01
Niger	0.62	0.35	0.00	0.02	0.01
Nigeria	0.23	0.10	0.41	0.26	0.00
Rwanda	0.02	0.65	0.23	0.10	0.00
Sénégal	0.27	0.35	0.21	0.13	0.04
Sierra Leone	0.16	0.27	0.24	0.00	0.33
Afrique du Sud	0.03	0.48	0.40	0.09	0.00
Tanzanie	0.51	0.38	0.08	0.03	0.00
Togo	0.17	0.45	0.21	0.17	0.00
Tunisie	0.01	0.14	0.45	0.41	0.00
Zambie	0.03	0.31	0.41	0.09	0.16
Zimbabwe	0.00	0.28	0.58	0.14	0.00

Source : Statistiques du BIT, année la plus récente disponible (2020, 2019, 2018, et dans certains cas plus tôt selon les données).

**Encadré 1 : Le (non-)emploi des jeunes en Afrique : Faits clés**

Un rapport de l'OIT examine une série de statistiques relatives au chômage des jeunes en Afrique.

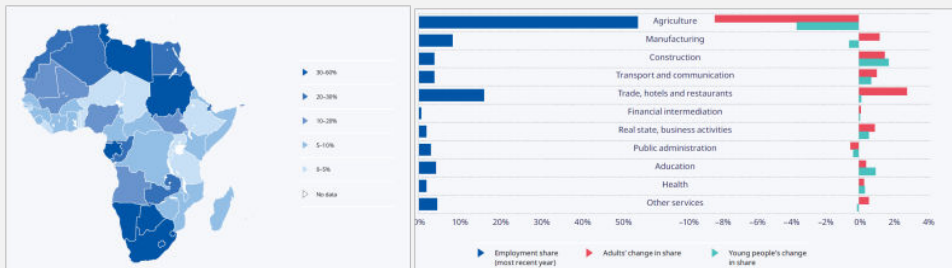
- L'Afrique est un continent jeune, les jeunes représentant plus d'un tiers (34,2%) de la population, et c'est aujourd'hui la seule région du monde dont la population active est en pleine expansion.
- Le taux de chômage des jeunes était le plus élevé en Afrique australe, à 50,3 % en 2019. L'Afrique de l'Est avait le taux de chômage des jeunes le plus faible, à 6,2 % en 2019. La figure 2 montre les variations entre les pays.
- Les taux de personnes ne suivant pas d'études, d'emploi ou de formation (c'est-à-dire les NEET) chez les jeunes en Afrique sont plus élevés que les taux de chômage. En 2019, le taux de NEET était de 21,5 %. Cela indique qu'un jeune Africain sur cinq n'a pas d'emploi et n'est pas inscrit à un programme d'éducation ou de formation.
- Les ratios emploi/population (REP) sont les plus élevés en Afrique de l'Est et les plus bas en Afrique du Nord. Ils se caractérisent par d'énormes différences entre les hommes et les femmes, le REP des hommes en 2019 étant supérieur de 17,3 points de pourcentage à celui des femmes.
- La part de l'emploi informel dans l'emploi total varie de 40% en Afrique australe à plus de 90% en Afrique centrale, orientale et occidentale. Cela vaut surtout pour l'agriculture. Près de 80% de l'emploi total des femmes se situe dans l'économie informelle, contre 68% pour les hommes.
- La figure 2 montre que l'agriculture reste le principal secteur d'emploi en 2019, mais la construction et les services ont connu les plus fortes augmentations des parts d'emploi sur la période 2006-2016. Il semble y avoir un problème particulier dans le secteur manufacturier, dont la part d'emploi a augmenté pour les adultes mais diminué pour les jeunes.

*suite page suivante*



## Encadré 1 Continué

Figure 2 : Chômage des jeunes (%) 2020 (à gauche) ; part de l'emploi sectoriel (évolution 2006-2016)



Selon le rapport, les principales interventions visant à créer des emplois pour les jeunes comprennent la stabilisation de la macroéconomie, la mécanisation du secteur agricole, la promotion de l'éducation et de la formation visant à améliorer les compétences liées à la demande et à l'offre, la promotion de programmes actifs du marché du travail et l'adoption des avantages d'une économie numérique.

Il existe une série de méthodes pour analyser les secteurs qui ont le plus grand potentiel de création d'emplois, y compris pour les jeunes. La croissance accrue des secteurs entraînera une augmentation de la demande d'emplois, y compris pour les jeunes, directement et indirectement, toutes choses égales par ailleurs. L'augmentation de la compétitivité d'un secteur contribuera à long terme à son développement, même si les changements de productivité du travail à court terme peuvent entraîner une diminution de la demande pour la main-d'œuvre.

Comment savoir si un secteur est compétitif au niveau mondial ? Il existe plusieurs **mesures analytiques basées sur les données commerciales** qui peuvent nous aider à répondre à cette question. L'indice de l'avantage comparatif révélé (ACR) calcule le degré de spécialisation des exportations d'un pays par rapport à la moyenne mondiale, afin d'évaluer dans quelles activités un pays possède un avantage comparatif. L'analyse de l'espace des produits de Hausmann-Hidalgo (HHP SA) utilise les données de l'ACR pour calculer plusieurs mesures de l'indice de complexité économique (ICE) des pays. L'ICE permet d'identifier le degré de diversification des exportations d'un pays par rapport à la fréquence de ces exportations sur le marché mondial. L'indice de complexité des produits (PCI), qui est basé sur l'ICE et peut être utilisé pour décrire la capacité de transformation des produits individuels, classe les produits en fonction de la "quantité de capacités ou de savoir-faire nécessaires à leur fabrication" (Hidalgo at all., 2017). Les produits ayant un score PCI plus élevé peuvent offrir un plus grand potentiel de transformation car ils représentent des capacités de productivité plus élevées au sein d'une économie. Il est également possible d'utiliser le classement PCI

comme un indicateur de l'intensité technologique, car des produits plus complexes nécessiteront probablement des processus de production plus complexes sur le plan technologique. Le HHPA peut être utilisé pour évaluer l'espace produit d'un pays. Il s'agit d'une représentation graphique des produits fabriqués par un pays et de la manière dont ils sont reliés à d'autres biens.

Les mesures de diversification des exportations du FMI, telles que l'indice de diversification des exportations (avec une marge extensive et intensive - la diversification extensive des exportations reflète une augmentation du nombre de produits d'exportation ou de partenaires commerciaux, la diversification intensive des exportations prend en compte les parts des volumes d'exportation entre les produits actifs ou les partenaires commerciaux) et les mesures de qualité des exportations peuvent être utilisées pour explorer la diversification.

Une participation accrue aux chaînes de valeur mondiales (CVM) peut entraîner des gains de productivité. Les données sectorielles peuvent être utilisées pour donner une bonne idée du degré d'orientation vers l'exportation du secteur cible par rapport à d'autres secteurs ou au même secteur dans les pays de comparaison, ainsi que du degré de participation du pays aux chaînes de valeur mondiales, où des niveaux plus élevés de participation dans les deux paramètres tendent à entraîner des niveaux plus élevés de productivité et de croissance. Il est possible d'examiner le commerce de la valeur ajoutée à l'aide de la base de données Eora - celle-ci peut être utilisée pour séparer la valeur ajoutée nationale et étrangère dans les exportations, avec une ventilation par secteur. Cela peut être utilisé pour examiner les déterminants de la participation à la chaîne de valeur et de la valeur ajoutée nationale. Une autre possibilité consiste à utiliser la "cartographie" des capacités des entreprises dans des secteurs de croissance identifiés/spécifiques (Sutton & Olomi, 2012).

L'utilisation de **mesures analytiques basées sur la production** peut également aider à comprendre les secteurs prometteurs et compétitifs pertinents pour la création d'emplois. Il s'agit, par exemple, de données sectorielles sur la valeur ajoutée et l'emploi utilisant des sources de données nationales et des bases de données sectorielles comparables au niveau international, y compris les dimensions de genre. Il est également possible d'analyser les niveaux et les tendances de la productivité du travail par secteur, ce qui permet de mettre en évidence les écarts de productivité entre les secteurs d'un pays et d'examiner dans quelle mesure l'évolution de la productivité est due à des changements structurels entre les secteurs ou à l'innovation au sein des secteurs (voir McMillan & Rodrik, 2011).

Une autre extension importante de l'utilisation des données de production consiste à calculer les multiplicateurs d'emploi/de valeur ajoutée de différents secteurs à l'aide de modèles intrants-extrants (sur la base de sources nationales ou, par exemple, d'Eora) afin de comprendre comment les changements de secteur peuvent affecter la production et l'emploi (et d'autres facteurs de production) dans d'autres secteurs. La croissance d'un secteur peut ne pas être à forte intensité

d'emploi, mais si ce secteur a des liens en amont avec d'autres secteurs ou est approvisionné par d'autres secteurs à forte intensité d'emploi, y compris là où les jeunes travaillent, cela devrait informer une politique sectorielle appropriée. Le développement d'un secteur qui n'est pas à forte intensité d'emploi peut pourtant être une stratégie efficace de création d'emplois, en fonction des liens de production entre les secteurs. Prenons l'exemple de l'agro-transformation ou des services financiers, qui sont tous deux à forte intensité de capital, mais qui ont également de solides liens en amont et en aval avec les secteurs créateurs d'emplois. Un document de synthèse (Mendez-Parra, 2021) explique comment calculer les multiplicateurs de type I-E pour des secteurs spécifiques pour chacune des études de cas nationales.<sup>1</sup>

L'analyse de la productivité au niveau de l'entreprise à l'aide d'enquêtes au niveau de l'entreprise dans un contexte comparatif peut être utilisée pour examiner les niveaux et les changements de productivité moyens d'un certain nombre d'entreprises de la même industrie dans différents pays (voir par exemple, Saliola & Seker, 2011). L'analyse de la PTF au niveau des entreprises peut également être utilisée pour comprendre à quel point les entreprises sont éloignées de la frontière technologique mondiale. On peut également comparer la PTF moyenne du secteur avec la PTF au niveau national, ce qui permet de comprendre à quel point les entreprises d'un secteur sont éloignées de la frontière technologique nationale, ou encore la comparer avec la PTF des États-Unis, qui est le pays actuellement à la frontière technologique (Dabla-Norris et al., 2015).

L'évaluation des secteurs en fonction des niveaux de compétences des travailleurs permet d'identifier les domaines où les retombées positives des investissements sont susceptibles d'être plus facilement absorbées. Les enquêtes nationales sur la main-d'œuvre ou les enquêtes sectorielles spécifiques peuvent être utilisées pour évaluer la répartition des compétences de la main-d'œuvre au niveau sectoriel. Les compétences de la main-d'œuvre contribuent également à l'absorption des technologies, car les secteurs les plus proches de la frontière technologique peuvent à la fois bénéficier davantage des IDE et être plus productifs.

Enfin, les équations de salaire de Mincerian, qui explorent la manière dont les gains sont liés aux niveaux d'éducation, peuvent être utilisées pour établir un lien avec le lieu de travail des personnes, par exemple, dans différents endroits tels que les villes ou d'autres agglomérations, ou dans différents secteurs. Dans leur forme la plus simple, les salaires des individus ou des ménages dépendent du niveau d'éducation atteint, par exemple, l'enseignement primaire ou secondaire. Toutefois, une corrélation positive peut donner l'impression erronée qu'un niveau d'éducation plus élevé augmente toujours les revenus, alors qu'en fait, cela dépend de l'endroit où la personne est embauchée.

Le tableau 2 présente les avantages et les inconvénients des techniques d'analyse examinées.

**Tableau 2 : Les avantages et inconvénients des techniques utilisées pour analyser la croissance et la compétitivité du secteur**

Mesure	Usage/Objectif	Données requises / Niveau de complexité	Avantages	Inconvénients
Avantage comparatif révélé	Évaluer le degré de compétitivité du pays dans l'exportation du produit.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exportation désagrégée du pays et du monde</li> <li>• Facilement reproductible et mis à jour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilement disponible</li> <li>• Résultats intuitifs</li> <li>• Analyse désagrégée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation basée sur des données antérieures</li> <li>• Les capacités de production ne sont pas évaluées</li> <li>• Disponible uniquement pour les biens, pas pour les services</li> </ul>
Orientation vers l'exportation et analyse de la demande mondiale	Évaluer l'orientation des exportations des secteurs et leur potentiel d'expansion en fonction de la réponse de la demande mondiale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Importations mondiales désagrégées et exportations sectorielles nationales</li> <li>• Facilement reproductible et mis à jour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilement disponible</li> <li>• Résultats intuitifs</li> <li>• Analyse désagrégée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation basée sur des données antérieures</li> <li>• Disponible uniquement pour les biens, pas pour les services</li> </ul>
Complexité économique (HHPA/ECI/PCI)	Sur la base des capacités de production existantes, permet d'identifier d'autres produits et secteurs.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exportations désagrégées</li> <li>• Calculs facilement disponibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse prospective</li> <li>• Analyse désagrégée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation basée sur des données antérieures</li> <li>• Disponible uniquement pour les biens, pas pour les services</li> <li>• Interprétation complexe</li> </ul>
Multiplicateurs intrants-extrants et matrices de comptabilité sociale	Identifie les liens en amont des secteurs en matière de production et d'emploi.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Matrice de comptabilité sociale/tableau des intrants et des extrants</li> <li>• Les calculs sont complexes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Combine des biens et des services</li> <li>• S'inscrit plus profondément dans l'économie du pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Données disponibles avec d'importants décalages</li> <li>• Les données peuvent être coûteuses à produire</li> <li>• Données très agrégées</li> <li>• Les calculs sont complexes</li> </ul>

*suite page suivante*

**Tableau 2 Continué**

Mesure	Usage/Objectif	Données requises / Niveau de complexité	Avantages	Inconvénients
Analyse de la productivité (PTF)	Identifie les secteurs/produits présentant un potentiel de croissance de la productivité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Productivité au niveau de l'entreprise</li> <li>Les calculs peuvent être complexes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Combine les biens et les services</li> <li>Permet d'examiner simultanément le structurel changement et productivité intra-sectorielle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Données disponibles avec d'importants décalages</li> <li>Les données peuvent être coûteuses à produire</li> <li>Données très agrégées</li> <li>Les calculs sont complexes</li> </ul>
Analyse des compétences de la main-d'œuvre	Identifie les endroits où les retombées positives des IDE ou de l'innovation pourraient être plus facilement absorbées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Statistiques nationales sur l'emploi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Facile à analyser et à utiliser en conjonction avec les techniques de productivité et d'intrants-extrants pour comprendre les liens entre les secteurs et les niveaux de compétences.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ne fournit pas une vue d'ensemble granulaire des lacunes en matière de compétences.</li> <li>Les statistiques nationales sur le travail présentent généralement des écarts importants (5 ans) et peuvent ne pas être récentes.</li> </ul>
Participation aux exportations - Activité de la chaîne de valeur	Identifie l'évolution des liens en amont et en aval et la participation aux exportations à travers les chaînes de valeur mondiale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>International input-output tables</li> <li>Les calculs sont très complexes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Combine les biens et les services</li> <li>Saisit les échanges en valeur ajoutée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Données agrégées</li> <li>Calculs complexes</li> <li>Interprétation est complexe</li> </ul>
Équations salariales de type Mincerian	Examine les revenus des individus, éventuellement liés à	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enquêtes auprès des ménages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Données détaillées au niveau micro</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lien avec les dimensions méso- et macro-niveaux difficile à établir</li> </ul>

Source : Gelb et al. (2019), et définition de l'auteur.

## Identifier les contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés

De nombreux pays ont fait l'objet d'analyses autour des contraintes contraignantes à la transformation économique et à la création d'emplois. Il est important de faire la synthèse de ces informations disponibles. Le cadre de McMillan et al. (2017) fait la distinction entre les contraintes générales qui s'appliquent à tous les secteurs et les problèmes spécifiques qui entravent le développement des secteurs et des chaînes de valeur prometteurs. Les contraintes peuvent être distinguées davantage entre les contraintes économiques, politiques et institutionnelles. Il s'agit d'une manière intéressante de catégoriser les contraintes, étant donné l'accent mis sur la compréhension de la manière de développer les secteurs.

Le tableau 3 utilise ce cadre pour synthétiser 30 études au Mozambique (voir également l'annexe). Un consensus raisonnable apparaît sur les contraintes générales, les compétences étant une contrainte importante, mais pas la seule. Il serait utile d'entreprendre une telle étude au niveau national en se concentrant sur les contraintes à la création d'emplois.

**Tableau 3 : Résumé des contraintes économiques et politiques identifiées dans la revue de la littérature**

	No. of studies reviewed	Economic constraints					Political constraints			
		Skills	Infrastructure	Investment climate	Finance	Other	Rule of law	Institutions	Corruption	Other
General constraints	17	80-100%			50-79%		0-49%	80-100%	0-49%	0-49%
Sector-specific constraints										
Agro-business & Forestry	6	80-100%		50-79%	80-100%		0-49%	80-100%	0-49%	
Construction	3	80-100%		50-79%	80-100%		80-100%			
Gas & Coal	4	80-100%					80-100%		80-100%	

Key:

<span style="color: red;">■</span>	80-100% of all studies reviewed	<span style="color: yellow;">■</span>	50-79% of all studies reviewed	<span style="color: green;">■</span>	0-49% of all studies reviewed
------------------------------------	---------------------------------	---------------------------------------	--------------------------------	--------------------------------------	-------------------------------

Source : Balchin et al. (2017).

Il se peut qu'il y ait un manque d'études sur les contraintes qui sous-tendent la croissance du secteur, et le manque de connaissances pourrait également concerner spécifiquement la manière dont les jeunes accèdent au secteur. Il se peut que les jeunes rencontrent des difficultés particulières alors que le secteur dans son ensemble se porte bien. Des entretiens, des enquêtes et l'analyse des données pourraient être utiles. Le manque d'expérience et de compétences non techniques éprouvées pourrait être un facteur qui empêche les entreprises d'employer des jeunes, mais dans certains secteurs comme l'assemblage de vêtements, les compétences de base peuvent être enseignées relativement rapidement.

## Identifier les politiques générales favorables et ciblées pour l'emploi des jeunes.

McMillan et al. (2017) répertorient une série de politiques publiques pouvant être utilisées pour soutenir la croissance sectorielle et la transformation économique, résumées dans le tableau 4. Les réformes du climat d'investissement sont, par exemple, un type d'interventions habilitantes générales. Cependant, elles ne sont souvent pas suffisantes en elles-mêmes, et doivent être entreprises en conjonction avec d'autres interventions, telles que les investissements dans les infrastructures, le soutien au secteur financier, les politiques de développement industriel, entre autres. Une lecture de la littérature montre que les politiques des pays qui ont réussi leur transformation impliquent toujours de cibler un ensemble spécifique d'activités, à l'exception peut-être de Hong Kong et, dans une certaine mesure, du Chili.

Par conséquent, il est important de tenir compte de la complémentarité entre les politiques. Par exemple, Rodrik (2013) préconise des politiques complémentaires qui améliorent à la fois les "fondamentaux" tels que l'éducation et les infrastructures et les politiques qui ciblent la croissance dans les secteurs à forte productivité. Ce point est également souligné dans un numéro spécial de l'institut des études du développement (IDS) (IDS, 2017), Kilimani (2017) affirmant qu'au-delà du capital humain et de l'environnement des affaires, un soutien accru aux secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et aux travaux publics est nécessaire, avec des arguments forts en faveur d'une politique plus intégrée et cohérente dans l'éducation, les marchés du travail, les services financiers et les infrastructures pour relever le défi de l'emploi des jeunes.

**Tableau 4 : Typologies des actions publiques utilisées pour promouvoir la croissance sectorielle et la transformation économique**

	<b>Interventions habilitantes générales</b>	<b>Interventions ciblées</b>
Actions publiques pour soutenir le changement structurel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réformes de l'environnement commercial/ du climat d'investissement (par exemple, enregistrement, terres, impôts, contrats)</li> <li>• Développement du secteur financier</li> <li>• Renforcement des relations entre l'État et les entreprises (SBR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politiques de promotion des exportations</li> <li>• Taux de change et protection tarifaire</li> <li>• Politiques industrielles sélectives</li> <li>• Politiques industrielles spatiales</li> <li>• Banques nationales de développement</li> </ul>
Actions publiques visant à soutenir la croissance de la productivité au sein du secteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction des éléments fondamentaux (par exemple, l'infrastructure, l'éducation)</li> <li>• Investissements dans les connaissances de base de la production</li> <li>• Bonnes pratiques de gestion en tant que biens publics</li> <li>• L'innovation</li> <li>• Promotion de la concurrence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation en gestion</li> <li>• Attirer les IDE</li> <li>• Diversification des exportations</li> <li>• Développer les CVM</li> <li>• Accroître la productivité agricole</li> </ul>

Source : McMillan et al. (2017).

Le tableau 5 présente une application de ce cadre dans le cas de la Tanzanie.

**Tableau 5 : Actions publiques pour la transformation économique en Tanzanie**

	<b>Amélioration des éléments de base (intersectoriels)</b>	<b>Interventions ciblées (spécifiques au secteur)</b>
Actions publiques pour soutenir le changement structurel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réforme du climat d'investissement (par exemple, amélioration des procédures douanières, réduction des taxes à l'exportation et des droits de douane sur les intrants).</li> <li>• Développement du secteur financier conduisant à des PPP.</li> <li>• Meilleure coordination entre le secteur public et le secteur privé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politiques (régionales) de promotion des exportations.</li> <li>• Politique industrielle coordonnée et cohérente.</li> <li>• Parcs industriels et ZES pour des secteurs tels que le textile, le cuir, les matériaux de construction, les cartes plastiques, les équipements, l'assemblage électronique, la noix de cajou, la confiserie, le café.</li> <li>• Attirer les IDE dans l'industrie légère (par exemple, le cuir, le bois et les vêtements).</li> </ul>
Actions publiques visant à soutenir la croissance de la productivité au sein du secteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les infrastructures d'énergie, de transport et d'irrigation (notamment locales)</li> <li>• Politiques en matière de compétences et d'innovation, par exemple pour faire face à l'absence d'enseignement supérieur par le biais de centres de formation professionnelle et de centres de formation en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement des chaînes de valeur et des corridors de transport (par exemple, financement à long terme pour faciliter l'entrée des PME dans les chaînes de valeur régionales et mondiales ; PPP ; agriculture contractuelle et formation de grappes pour la productivité agricole).</li> <li>• Assistance technique au secteur du cuir.</li> <li>• Projets Kaizen pour le secteur du bois.</li> </ul>

Source : Balchin et al. (2016).

Une éducation accrue n'est pas nécessairement la solution la plus immédiate ou la plus efficace pour créer des emplois. L'OIT (2020) affirme qu'il y a un excès de diplômés de l'enseignement supérieur dans un certain nombre de pays africains, ce qui a entraîné une baisse du rendement de l'enseignement supérieur au cours de la dernière décennie. Cependant, il peut encore être important de se concentrer sur l'adéquation des compétences acquises par l'éducation, car celles-ci sont fréquemment citées par les jeunes comme un obstacle majeur à la recherche d'un emploi décent :

- La participation à l'éducation en Afrique reste faible en comparaison internationale.
- La qualité de l'éducation en Afrique est médiocre.
- Il existe d'importantes incompatibilités de compétences.



D'autres preuves suggèrent que l'accès à un développement des compétences pertinent et de bonne qualité reste un problème important, en particulier pour les jeunes des zones rurales. Les apprentissages informels représentent plus de 90 % de la formation reçue par les jeunes dans certains pays africains. Des programmes actifs ciblés sur le marché du travail peuvent contribuer à améliorer les perspectives d'emploi des jeunes, en particulier à court terme (voir, par exemple, l'expérience d'un projet pilote d'incitation fiscale à l'emploi en Afrique du Sud, bien que le programme de déploiement se soit avéré moins efficace).

## **Économie politique autour des actions ciblées immédiates**

La dernière étape, la quatrième, est vraiment importante, mais ne reçoit pas toujours une attention suffisante dans les analyses économiques dominées par les données. Il est largement admis que les problèmes d'économie politique, tant au niveau national que sectoriel, entravent l'efficacité de la politique industrielle (voir Lopes & te Velde, 2021). La discussion sur la matrice politique dans la sous-section précédente suggère que les politiques ciblées sont déterminantes, mais bien sûr, elles comportent aussi plus de risques et impliquent des échecs par rapport aux politiques générales propices. Il est possible de se tromper.

La littérature aborde plusieurs conditions qui sont importantes pour une politique industrielle efficace et la croissance du secteur. Selon les contributions de Jouanjan et te Velde (2013), elles comprennent : (1) des mécanismes qui permettent la transparence, assurent la probabilité de réciprocité, augmentent la crédibilité de l'État auprès des capitalistes et établissent des niveaux élevés de confiance entre les agents publics et privés ; (2) des intérêts mutuels, des poches d'efficacité et l'apprentissage de la productivité ; (3) l'enracinement, la discipline et la redevabilité ; et (4) l'engagement, la concentration, l'expérimentation et le retour d'information.

Dans une revue des pays asiatiques ayant réussi, Ansu et al. (2016) examinent les expériences de transformation économique réussies dans le monde entier, et distinguent quatre exigences qui semblent universellement pertinentes pour les fonctions institutionnelles (par opposition aux formes, qui sont uniques et spécifiques au contexte) pour une politique de transformation économique efficace : (1) construire un consensus entre les acteurs clés qui établit la transformation économique comme un projet de construction de la nation, avec des engagements partagés s'étendant bien au-delà d'un seul mandat électoral ; (2) donner à au moins une agence publique suffisamment d'autonomie, de contrôle budgétaire et d'autorisation politique pour passer outre les problèmes de coordination interdépartementale et s'engager de manière pratique avec des organisations crédibles du secteur privé ; (3) créer des dispositions institutionnelles capables de coordonner un ensemble suffisant d'acteurs publics et privés puissants afin de garantir à la fois un niveau approprié de soutien public techniquement justifié

aux secteurs ou entreprises prometteurs, et que ce soutien soit conditionné à des normes de performance mutuellement applicables ; et (4) permettre la découverte d'approches qui œuvrent à la transformation dans le contexte particulier du pays au moyen d'une expérimentation explicite, d'un bon retour d'information et de corrections opportunes.

Plusieurs pays d'Asie et quelques pays d'Amérique latine ont adopté des modalités de ce type, mais les exemples de leur adoption ont été assez rares en Afrique. L'ACET et l'ODI (2018) traduisent ces aspects conceptuels en fonctions pratiques cruciales derrière un régime de politique industrielle de bonne qualité, telles qu'un processus de haute qualité derrière la formulation de la politique industrielle, une approche de résolution de problèmes et de facilitation, une attention au renforcement des capacités locales, une politique de regroupement favorable, un apprentissage conjoint avec le secteur privé pour faire face aux contraintes initiales et émergentes, et la fourniture d'un soutien sélectif et conditionnel au renforcement des capacités de l'entreprise.

Alors que ces caractéristiques institutionnelles sont génériques et s'appliquent à tous les secteurs, ou à une série de secteurs, une grande partie du dynamisme derrière l'industrialisation, la transformation économique et la création d'emplois se produit au niveau sectoriel spécifique. Pour décrire et expliquer les modèles de transformation sectorielle, Balchin et al. (2019) examinent les expériences de transformation sectorielle réussie, notamment : le transport aérien et les services logistiques en Éthiopie ; l'industrie automobile en Afrique du Sud ; la relance du secteur du cacao au Ghana ; et les stratégies sectorielles à Maurice. Il examine également cinq cas où les secteurs ne se sont pas transformés, ou bien où une transformation initiale prometteuse n'a pas été soutenue. Ces cas d'échec relatif sont les noix de cajou au Mozambique, les ananas au Ghana, les subventions au maïs au Malawi dans les années 2005-2008 et l'initiative du président Kikwete en faveur du riz en Tanzanie.

L'étude soutient que la dynamique positive du secteur dépend essentiellement des éléments suivants :

- Une identification correcte des opportunités économiques (par exemple, en accord avec les techniques analytiques qui ont été discutées ci-dessus) ;
- Des conditions politico-économiques propices au niveau sectoriel (par exemple, une planification économique centralisée entre les mains d'un État aspirant au développement ; un alignement efficace des intérêts, facilité par des structures sectorielles spécifiques et des organisations de soutien ; un consensus au sein des élites et des secteurs public et privé plus larges autour d'une orientation stratégique pour l'économie) ;
- Des engagements crédibles envers les investisseurs (par exemple, un soutien crédible de l'État à divers secteurs, des engagements internationaux clairs) ;

- Une fourniture raisonnablement bonne des biens publics (par exemple, la fourniture d'infrastructures complémentaires et de compétences de haute qualité et adaptées au secteur) ;
- Des efforts spécifiques pour résoudre les problèmes de coordination des investissements au niveau ciblé (par exemple, la coordination entre investisseurs interdépendants ; des attitudes de résolution de problèmes) ; et
- Profiter d'un moment d'opportunité inhabituel (par exemple, une élection et un changement de pouvoir...).

Ces facteurs institutionnels plus profonds sont cruciaux pour déterminer si un secteur continue à se développer ou non, et donc s'il peut offrir un potentiel d'emploi. En cas d'échec d'un secteur, les intérêts s'opposent à la prise d'engagements crédibles ou à la coordination des activités, et lorsque c'est le cas, tous les travailleurs, y compris les jeunes, en souffrent. Il est donc important que les études pays posent des questions, non seulement sur les politiques à mettre en place pour soutenir les secteurs, mais aussi sur la manière de soutenir ces secteurs. Il y aura bien sûr des questions supplémentaires sur la manière de garantir que les intérêts des jeunes sont pris en compte au sein des secteurs, mais le maintien d'un secteur, et donc l'offre d'opportunités d'emploi pour les jeunes, ne dépendra pas seulement de la protection des intérêts des jeunes travailleurs, mais aussi du soutien des acteurs clés du secteur. Il est important de comprendre les récits politiques autour des jeunes au niveau national. Par exemple, un article de Gebremariam paru dans IDS (2017) affirme que le gouvernement éthiopien a changé le discours, passant de la vision des jeunes comme une menace à celle d'entrepreneurs et de vecteurs de démocratie et de développement.

### 3. Économie politique : Exemples et questions

Cette section traite de l'économie politique de la promotion de l'emploi pour les jeunes hommes et femmes. Les analyses économiques fournissent des réponses sur ce qu'il faut cibler, par exemple, quels secteurs, ou quelles entreprises et groupes d'individus, pour maximiser les impacts sur l'emploi pour les jeunes hommes et femmes. Les données obtenues à l'aide de l'analyse des intrants-extrants suggèrent que les impacts sur l'emploi sont susceptibles de différer selon les secteurs (voir tableau 6). Il existe des différences entre, par exemple, le secteur manufacturier, où les impacts directs sont importants (par exemple, les vêtements) et les investissements dans les infrastructures ou les services financiers, qui ont des impacts sur l'emploi induits/de second ordre plus importants.

**Tableau 6 : Hétérogénéité de l'impact attendu sur l'emploi (des jeunes) entre les secteurs**

Secteur	Impact direct sur les emplois	Impact indirect sur les emplois	Impact sur l'emploi induit/deuxième ordre
Industrie manufacturière	Très important	Potentiellement important	Moins important
Tourisme	Moyennement important	Très important	Moins important
Infrastructures (par exemple, énergie, routes), services financiers	Moins important	Temporaire	Très important
Agriculture	Très important	Moins important	Moins important

Source : Jouanjean and te Velde (2013).

Ces tableaux récapitulatifs fondés sur une analyse économique approfondie devraient être complétés par des analyses de politiques, ainsi que par une analyse économique des politiques, afin d'informer sur la manière de mettre en place des politiques appropriées pour promouvoir les secteurs. Nous fournissons ci-dessous des exemples pour informer les types de questions que les études de cas pays pourraient poser sur l'économie politique, en nous référant aux cas de Balchin et al. (2019).

## ***Les relations d'économie politique qui soutiennent la collaboration***

Les dynamiques sectorielles positives reposent sur des relations politico-économiques positives, qui peuvent être décrites comme des dispositions institutionnelles générales qui rassemblent les acteurs. Il s'agit de la manière dont l'État et d'autres acteurs tels que les entreprises collaborent efficacement autour d'un objectif commun de développement d'un secteur particulier. Un exemple est la manière dont l'alignement efficace des intérêts, facilité par des structures sectorielles spécifiques et des organisations de soutien, a contribué au développement des industries automobiles en Afrique du Sud. Un autre exemple est celui de la manière dont les acteurs concernés de l'île Maurice ont développé un consensus entre les élites et les secteurs public et privé en vue d'une orientation stratégique commune pour l'économie mauricienne, en faisant passer l'économie du sucre au textile et à l'habillement et à une économie axée sur les services. L'interaction positive a fait défaut dans des cas bien documentés d'échec de l'agro-industrie dans plusieurs pays africains, par exemple au Mozambique, où il y avait un manque de consensus entre les différents acteurs sur les réformes nécessaires dans le secteur de la noix de cajou, au Ghana où le gouvernement s'est peu intéressé à la production d'ananas, laissant les investisseurs pionniers du secteur tenter, finalement sans grand succès, de répondre aux exigences croissantes en matière d'infrastructure et d'apprentissage pour rester compétitif au niveau international, ou l'affaiblissement du soutien politique du secteur du maïs au Malawi. Les arrangements institutionnels d'économie politique réussis n'ont généralement pas de forme commune, mais ils ont en commun la fonction de favoriser la collaboration à travers le dialogue (formel et informel).

## ***Un engagement crédible du secteur public aboutissant à une politique cohérente***

L'investissement du secteur privé dépend d'un environnement politique stable soutenu par des engagements crédibles et les dispositions institutionnelles ci-dessus sont plus susceptibles d'aboutir à des engagements crédibles envers les investisseurs couvrant de longues périodes dans le temps. Les investisseurs n'aiment pas, et ont souvent besoin, de s'assurer contre les renversements de politique. À Maurice, le soutien politique de haut niveau à une vision consensuelle de l'orientation future souhaitée pour l'économie a été décisif sur une période de plusieurs décennies. Il a notamment permis de soutenir les secteurs par une aide ciblée à l'innovation. En Éthiopie, les investissements publics dans le transport aérien ont été soutenus par une vision politique à long terme conçue par un régime relativement sûr. En Afrique du Sud, les visions politiques pluriannuelles ont fourni une plateforme crédible pour la planification à long terme dans le secteur automobile. L'inverse s'est produit au Mozambique, où la crédibilité du gouvernement en matière de noix de cajou a été sapée par une mauvaise communication, la perception que les réformes politiques étaient pilotées par la Banque mondiale et le fait que la transformation ne pouvait être rentable qu'avec la protection du gouvernement. Le

pouvoir des entreprises importatrices de produits alimentaires a sapé la crédibilité de l'initiative présidentielle sur le riz et des règles tarifaires communes de la Communauté d'Afrique de l'Est en Tanzanie. Le soutien aux subventions pour le maïs n'a pas été maintenu au Malawi. Il est donc important d'évaluer la capacité du secteur public d'un pays à suivre une politique de manière cohérente dans le temps. Cela peut prendre la forme de politiques économiques stables, maintenues au-delà des cycles électoraux et non compromises par d'autres actions.

### ***Fourniture de biens publics appropriés***

Outre un environnement réglementaire approprié et stable, une dynamique positive du secteur implique une fourniture raisonnablement bonne de biens publics. Dans l'exemple ci-dessus, cela inclut des investissements coordonnés dans les infrastructures publiques en Éthiopie, notamment des zones économiques spéciales pour attirer l'industrie manufacturière, des investissements dans la construction de parcs industriels automobiles et d'infrastructures de transport ciblées en Afrique du Sud, et l'amélioration des télécommunications et de l'approvisionnement en électricité à Maurice. Il existe de nombreux cas où les gouvernements africains n'investissent pas suffisamment dans les biens publics. Le mauvais état des routes rurales et la faiblesse des services de vulgarisation ont eu un impact négatif sur le secteur du maïs au Malawi. L'incapacité des gouvernements de district à entretenir les ouvrages d'irrigation de taille moyenne a entravé l'initiative présidentielle en faveur du riz en Tanzanie. Il est important d'évaluer si le secteur public apporte un soutien financier à des infrastructures de bonne qualité (routes, énergie, éducation) adaptées aux secteurs d'intérêt (ce qui va au-delà de la réglementation...).

### ***Facilitation des investissements par des approches de coordination et de résolution de problèmes***

Traditionnellement, de nombreux pays africains sont intervenus massivement sur les marchés par le biais de la propriété publique et du filtrage des investissements du secteur privé. La facilitation des investissements est une voie plus prometteuse pour le développement de secteurs créateurs d'emplois. Les efforts spécifiques déployés pour résoudre les problèmes de coordination des investissements ont contribué à la réussite de cas tels que celui de l'Éthiopie, qui a impliqué la coordination et l'échelonnement des investissements dans les infrastructures publiques parallèlement aux investissements en capital de la compagnie aérienne dans des domaines clés tels que les installations de fret et de maintenance. Toujours en Éthiopie, des responsables de haut niveau ont cherché à attirer les investissements chinois dans le secteur de l'habillement par le biais d'une mission en Chine, en essayant activement de rapprocher les opportunités d'investissement et les intérêts chinois. En Afrique du Sud, le gouvernement a élaboré des politiques bien coordonnées - notamment des crédits de droits d'importation et des déductions pour actifs productifs - pour subventionner les investissements dans l'exportation de voitures.

Les investisseurs ont bénéficié d'un soutien cohérent, parfois orienté vers des entreprises pionnières spécifiques. Par exemple, les incitations fiscales offertes à tous les investisseurs et les tarifs douaniers ont contribué à attirer les fabricants d'équipements d'origine (OEM) en Afrique du Sud. En revanche, il n'y a pas eu d'effort pour coordonner les investissements visant à stimuler la production de noix de cajou brutes après la libéralisation des exportations au Mozambique. Un soutien a été apporté, puis retiré. Au Mozambique, le gouvernement a supprimé les restrictions à l'exportation sans investir dans les capacités des entreprises. Au Malawi, les subventions n'ont pas été maintenues assez longtemps ou soutenues par des mesures complémentaires suffisantes.

## Synthèse

Le tableau 7 résume les principales questions d'économie politique. Ces questions peuvent être examinées au niveau national et appliquées à des secteurs spécifiques (pertinents pour la création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes) qui sont identifiés par les analyses économiques.

**Tableau 7 : Questions d'économie politique pour développer les secteurs ciblés : Résumé**

Question	Mesure	Exemples positifs	Exemples négatifs
Relations d'économie politique	Dispositions institutionnelles visant à encourager la collaboration (par exemple, relation entre l'État et les entreprises, dialogue social, etc.)	Interactions de bonne qualité entre les acteurs autour des secteurs ciblés (compagnies aériennes éthiopiennes, automobiles sud-africaines, île Maurice).	Maïs malawite, riz tanzanien
Engagements crédibles	Cohérence des politiques à long terme (par opposition aux renversements de politique), allant au-delà des cycles électoraux à court terme.	Les politiques à long terme derrière les compagnies aériennes éthiopiennes et les automobiles sud-africaines	Mise à mal de l'orientation politique sur les noix de cajou mozambicaines, le riz tanzanien et le riz malawite
Biens publics appropriés	Soutien ciblé des biens publics (routes, transports, énergie) autour des secteurs d'intérêt.	ZES éthiopiennes, parcs industriels en Afrique du Sud	Le mauvais état des routes rurales et la faiblesse des services de vulgarisation ont eu un impact négatif sur le secteur du maïs au Malawi.
Facilitation des investissements	Rôle de coordination de l'État pour faciliter l'investissement dans les secteurs clés	secteur éthiopien de l'habillement, soutien complémentaire de la politique commerciale pour les automobiles sud-africaines	Retrait ou absence de soutien pour le maïs au Malawi et les noix de cajou au Mozambique.

Une caractéristique commune des pays africains est l'absence de changement structurel, c'est-à-dire le déplacement de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité. Cela entrave la création durable d'emplois, et donc l'accent mis sur la création d'emplois (y compris pour les jeunes hommes et femmes) nécessite de se concentrer sur le développement de nouveaux secteurs. Mais comment y parvenir n'est pas toujours évoqué. Nous suggérons aux auteurs d'études de cas de prendre en compte les questions d'économie politique plus profondes du tableau 7 et de ne pas se contenter de décrire les éléments politiques souhaitables tels que les compétences, les infrastructures ou un bon climat d'investissement.



## 4. Conclusions et implications pour les études de cas des pays

Les jeunes occupent un quart des emplois en Afrique, ce qui représente le double de la moyenne mondiale. L'Afrique est un continent jeune, et le seul où la population active devrait croître de manière significative au cours des prochaines décennies. Trouver des emplois pour les jeunes est étroitement lié à un défi général en matière d'emploi. La crise de l'emploi n'est pas un simple défi du côté de l'offre ou de l'éducation et des compétences, car dans la plupart des pays africains, la part du chômage des jeunes augmente en fait avec le niveau d'éducation. Cela suggère qu'un niveau d'éducation plus élevé n'est pas une garantie d'emploi et que nous devons examiner quels secteurs sont les plus aptes à attirer les opportunités d'emploi.

Nous avons proposé un cadre en 4 étapes pour identifier et créer des opportunités de création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes :

1. Identifier les secteurs et activités prometteurs à forte croissance et à fort potentiel d'emploi (pour les jeunes) ;
2. Identifier les contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes ;
3. Identifier les politiques générales favorables et les politiques ciblées pour l'emploi des jeunes ; et
4. Comprendre l'économie politique autour des actions immédiates pour soutenir l'emploi des jeunes.

Chaque équipe pays examinera des questions spécifiques, en utilisant des méthodes appropriées, mais il est important de prendre en compte les questions plus larges ci-dessus tout en menant la recherche. Plus précisément, il est important de se pencher sur les questions suivantes.

### **Secteurs et activités prometteurs à fort potentiel de croissance et d'emploi (des jeunes)**

- Quels sont les secteurs qui génèrent le plus d'emplois, pour les hommes et les femmes, et quels sont les secteurs qui offrent des possibilités d'emploi aux jeunes en particulier ? Quels sont les secteurs qui ont connu la plus forte augmentation

de la création d'emplois ? (Un ouvrage complémentaire de Mendez-Parra (2021) examine le potentiel de création d'emplois au moyen de modèles intrants-extrants).

- Quel est l'avantage concurrentiel et comparatif de chaque secteur, en utilisant l'ACR, l'espace produit de Hausman ou d'autres mesures liées au commerce ?
- Quelles chaînes de valeur (mondiales) opèrent dans le pays et quelles sont les capacités et l'expérience des entreprises liées à ces chaînes ? Quels sont les niveaux de productivité, de compétences et de revenus des entreprises et des individus, et quel est le lien avec le type d'activités et de lieux dans lesquels les ménages et les entreprises sont impliqués ?
- Quelle est l'importance de l'emplacement pour le volume et la qualité de l'emploi, et les zones économiques spéciales et autres initiatives entraînent-elles des effets d'agglomération avec des retombées sur la productivité et l'emploi ?

### **Identifier les contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes.**

- Quels obstacles généraux et spécifiques existent au niveau de l'économie et du secteur ?
- Quelles sont les contraintes économiques, et quelles sont les contraintes politiques ou institutionnelles profondes de certains secteurs par rapport à d'autres ?
- Et comment ces contraintes pèsent-elles sur les jeunes hommes et les femmes en particulier ?

### **Politiques générales favorables et politiques ciblées pour l'emploi des jeunes**

- *Quelles politiques générales favorables peuvent aider des secteurs ou des activités spécifiques ?*
  - Quelles politiques ciblées peuvent aider des secteurs ou des activités spécifiques ? Soit en développant des secteurs qui emploient directement ou indirectement des jeunes à travers la transformation sectorielle, soit en préparant et en transférant des ressources dans des activités qui peuvent employer des jeunes à l'avenir à travers la transformation structurelle.
- *Les politiques doivent-elles viser directement les jeunes pour qu'ils en bénéficient le plus ?*

**Économie politique autour des actions immédiates pour soutenir l'emploi des jeunes**

- Les conditions politico-économiques sont-elles propices au niveau du secteur ? Par exemple, la planification économique centralisée est-elle entre les mains d'un État aspirant au développement, et existe-t-il un alignement efficace des intérêts, facilité par des structures sectorielles spécifiques et des organisations de soutien ? Ou bien existe-t-il un consensus entre les élites et les secteurs public et privé autour d'une orientation stratégique pour l'économie ?
- Le secteur public a-t-il été en mesure de fournir des engagements crédibles aux investisseurs, par exemple, un soutien crédible de l'État à divers secteurs, ou existe-t-il des engagements internationaux clairs ?
- Le secteur public a-t-il fourni des biens publics, par exemple en fournissant des infrastructures et des compétences complémentaires de haute qualité et adaptées au secteur de la croissance ?
- Le secteur public s'est-il engagé dans des efforts spécifiques pour résoudre les problèmes de coordination des investissements au niveau ciblé, par exemple, la coordination entre investisseurs interdépendants avec des attitudes de résolution de problèmes ?
- Des événements politiques spécifiques ou d'autres chocs ont-ils favorisé ou entravé les progrès en matière de création d'emplois ?

## Remarques

1. Voir, par exemple, Balchin et al. (2016), qui utilisent le travail SET en Tanzanie en utilisant la matrice de comptabilité sociale (SAM) de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires).

# Références

- ACET and ODI. 2018. *Manufacturing in Africa, Factors for Success*. London: Supporting Economic Transformation (SET).
- Ansu, Y., D. Booth, T. Kelsall, T. and D.W. te Velde,. 2016. “Public and private sector collaboration for economic transformation”. Paper presented at African Transformation Forum 2016. Kigali, 14–15 March.
- Balchin, N., T. Kelsall, B. Kilama, A. Lemma, M. Mendez-Parra, D. Mmari, D.W. te Velde, S. Wangwe and L.Worrall. 2016. *Supporting the Preparation of Tanzania's Second Five Year Development Plan (FYDP II) 2016/17–2021/22*. Supporting Economic Transformation Programme. London: Overseas Development Institute.
- Balchin, N., P. Coughlin, P. Papadavid, D.W. te Velde and K. Vrolijk. 2017. “Economic transformation and job creation in Mozambique”. SET Paper.
- Balchin, N., D. Booth and D.W. te Velde. 2019. *How Economic Transformation Happens at the Sector Level: Evidence from Africa and Asia*. London: Overseas Development Institute.
- Binat, M.S, D.W. te Velde, M. Mendez-Parra, E. Wilkinson, and H. Nomm (2018), “Opportunities for Commonwealth development: creating jobs, sharing prosperity and increasing resilience”, ODI paper
- Dabla-Norris, E., S. Guo, V. Haksar and M. Kim. 2015. *The New Normal: A Sector-Level Perspective on Productivity Trends in Advanced Economies*. Staff Discussion Note. International Monetary Fund ,Washington, D.C., March.
- Gelb, S., A. Lemma and D.W. te Velde. 2019. “Promoting economic transformation through business environment reform”. Study for the DCED.
- Filmer, D. and L. Fox. 2014. *Youth Employment in sub-Saharan Africa*. Washington, D.C.: Agence Française de Développement and The World Bank.
- Fox, L., P. Mader, J. Sumberg and J. Flynn. 2020 “Africa's ‘youth employment’ crisis is actually a ‘missing jobs’ crisis”. Brooke Shearer Paper. Brooking.
- Hidalgo, C.A., Klinger, B., Barabasi, A.-L. and Hausmann, R. (2007) ‘The product space conditions the development of nations’, *Science* 317: 482–7.
- Institute of Development Studies (IDS). 2017. “Africa's youth employment challenge: New perspectives”. *IDS Bulletin*, 48(3). <https://doi.org/10.19088/1968-2017.121>
- International Labour Organization (ILO). 2020. *Report on Employment in Africa (Re-Africa) Tackling the Youth Employment Challenge*. Geneva: International Labour Organization.
- Jouanjean, M.A and D.W. te Velde. 2013. *The Role of Development Finance Institutions in Promoting Jobs and Structural Transformation – A Quantitative Assessment*. ODI Working and Discussion Papers. Overseas Development Institute, London.

- Kilimani, N. 2017. "Youth employment in developing economies: Evidence on policies and interventions". In IDS (2017), 'Africa's youth employment challenge: New perspectives'. *IDS Bulletin*, 48(3). <https://doi.org/10.19088/1968-2017.121>
- Lopes, C. and D.W. te Velde. 2021. *Structural Transformation, Economic Development and Industrialization in Post-Covid-19 Africa*. INET Discussion Paper. At <https://www.ineteconomics.org/perspectives/blog/structural-transformation-economic-development-and-industrialization-in-post-covid-19-africa>
- McMillan, M. and D. Rodrik. 2011. "Globalization, structural change and productivity growth". At <http://www.hks.harvard.edu/fs/drodrik/Research%20papers/Globalization,%20Structural>
- McMillan, M., J. Page, D. Booth and D.W. te Velde. 2017. *Supporting Economic Transformation: An Approach Paper*. London: Overseas Development Institute and SET.
- Mendez-Parra, M. 2021. *Multipliers*. INCLUDE-AERC-ODI Framework Paper.
- Rodrik, D. 2013. "Unconditional convergence in manufacturing". *Quarterly Journal of Economics*, 121(1): 165–204.
- Saliola, F. and M. Seker. 2011. *Total Factor Productivity Across the Developing World*. Research Note. The World Bank, Washington, D.C.
- Sutton, J. and D. Olomi. 2012. "An enterprise map of Tanzania". International Growth Centre. [http://personal.lse.ac.uk/sutton/tanzania\\_final.pdf](http://personal.lse.ac.uk/sutton/tanzania_final.pdf)

# Annexe

## Identifier et examiner les secteurs prometteurs - L'exemple du Mozambique

Cette annexe donne l'exemple d'un pays qui a déjà bénéficié d'une série d'études sectorielles et nationales visant à identifier les obstacles à la croissance du secteur et les politiques à mettre en œuvre. Avec une telle situation, il est important de synthétiser les études existantes, ce qui pourrait révéler un consensus autour de l'éventail des politiques requises. S'il existe un consensus raisonnable sur l'orientation du secteur, l'étape suivante consiste à comprendre comment développer un tel secteur.

Balchin et al. (2017) synthétisent les informations issues d'une revue de la littérature de 30 études clés, en se concentrant sur les secteurs et les chaînes de valeur (y compris les secteurs importants pour le développement des liens en amont et en aval au sein des chaînes de valeur industrielles) identifiés dans celles-ci comme prometteurs pour la transformation économique et la création d'emplois au Mozambique. Les études identifient à la fois des points communs et des points de vue divergents sur les secteurs et les chaînes de valeur les plus prometteurs, ainsi que des lacunes. Le tableau A1 présente un résumé des secteurs prometteurs identifiés dans les études clés de la littérature, en soulignant les méthodologies qui sous-tendent l'identification des secteurs spécifiques, et en indiquant les principales motivations fournies dans ces études pour expliquer pourquoi les secteurs identifiés sont des secteurs prometteurs pour la promotion de la transformation économique et la création d'emplois dans le contexte mozambicain. Les méthodologies utilisées pour identifier les secteurs prometteurs varient d'une étude à l'autre, plusieurs d'entre elles s'appuyant sur un examen de la littérature antérieure et des entretiens ou enquêtes qualitatives. D'autres incluent une forme d'analyse quantitative, bien que l'utilisation de techniques telles que l'analyse de l'espace produit soit limitée à quelques études seulement.

Dans l'ensemble, les secteurs agroalimentaires, de la construction et de la sylviculture sont les plus cités comme offrant des perspectives prometteuses pour la création de valeur ajoutée et d'emplois. L'industrie manufacturière fait généralement l'objet de moins d'attention, en dehors du sous-secteur de l'agro-transformation et de l'accent mis sur le potentiel de développement de l'industrie textile. De même, l'ingénierie mécanique fait l'objet de relativement

peu d'attention dans la littérature, bien qu'elle soit reconnue dans la nouvelle stratégie industrielle du Mozambique et qu'il soit probable qu'elle se développe énormément avec les investissements à venir dans l'acier, les engrais, le gaz et la production d'énergie. Le tableau A1 examine plus en détail chacun des secteurs prometteurs.

**Tableau A1 : Résumé des secteurs prometteurs identifiés dans les études sur le Mozambique**

Secteurs identifiés	Méthodologie utilisée	Motivation pour l'inclusion	Source(s)
Agro-industrie	Revue de la littérature, entretiens qualitatifs et analyse quantitative	Création d'emplois, diversification, croissance inclusive et valeur ajoutée (simple traitement post-récolte.)	Ministère néerlandais des affaires économiques (2014) CNUCED (2014) GDS (2005) Banque mondiale (2016d) OCDE (2013)
(A) Pois d'Angole, graines de soja, sésame	Revue de la littérature, entretiens qualitatifs et analyse quantitative	Potentiel nutritionnel, revenu des agriculteurs (et création d'emplois ruraux pour le poids d'Angole))	USAID (2016)
(B) Transformation des fruits, volaille, soja, sésame et noix de cajou.	Revue de la littérature, entretiens	Potentiel de développement de la chaîne de valeur dans le domaine de la transformation (mise en relation des petits exploitants avec les transformateurs à travers l'agriculture contractuelle et les programmes d'externalisation des cultures).	Partenariat Let's Work (à paraître)
(C) Maïs, horticulture, pois d'Angole, sésame et volaille.	Revue de la littérature, entretiens qualitatifs et analyse quantitative	Création d'emplois à petite échelle (dans le projet pilote sur la volaille : 25 employés de l'agrégateur pendant deux ans, les 1 775 autres étant des agriculteurs ; projet pilote sur les moulins à maïs : 200 opérateurs de machines et 5 600 employés au total).	Technoserve (2016)

*suite page suivante*



**Tableau A1 Continué**

<b>Secteurs identifiés</b>	<b>Méthodologie utilisée</b>	<b>Motivation pour l'inclusion</b>	<b>Source(s)</b>
(D) Manioc, noix de cajou, soja, pois d'Angole	Revue de la littérature et analyse des données secondaires	<p>Noix de cajou : création d'emplois (pour les petits exploitants des zones rurales, en particulier les femmes) et transformation à forte intensité de main-d'œuvre (décorticage manuel au marteau, découpe semi-mécanique, découpe mécanique, décorticage par impact).</p> <p>Manioc : emploi (production des petits exploitants) et transformation (par exemple, bière à base de manioc).</p> <p>Soja : emploi (petits exploitants) et croissance rapide de la productivité (si les compétences techniques sont acquises).</p>	Partenariat Let's Work (2016)
(E) Fruits, légumes, oléagineux, noix, manioc, maïs, riz, haricots, produits laitiers, volaille, bétail, miel.	Entretiens et questionnaire	Création d'emplois dans les zones rurales et possibilité d'une certaine forme de transformation (à long terme, au-delà du type de transformation actuel "lavage et mise en boîte").	InfoDev (2013)
Construction	Revue de la littérature, entretiens qualitatifs, enquêtes auprès des entreprises et analyse quantitative.	Peut être le moteur de la transformation et de la croissance économique, ainsi que de la création d'emplois (demande temporaire de travailleurs non qualifiés, mais aussi besoin de travailleurs qualifiés techniques) et peut fournir des compétences sur le tas (des agriculteurs aux travailleurs de la production).	ILO Lab (nd) IGC (2012) CIG (2015) Partenariat Let's Work (à venir) Banque mondiale (2016d)

*suite page suivante*

**Tableau A1 Continué**

<b>Secteurs identifiés</b>	<b>Méthodologie utilisée</b>	<b>Motivation pour l'inclusion</b>	<b>Source(s)</b>
Sylviculture	Entretiens et questionnaire aux entreprises, analyse de l'espace produit	Création d'emplois et transformation (artisanat, meubles, papier), et comme marche pied potentielle vers d'autres secteurs.	InfoDev (2013) Wagstaff et Maennling (2009) Banque mondiale (2016d) GDS (2005) Banque mondiale (2016e))
Gaz et charbon	Analyse des données secondaires	Croissance économique (grâce à l'apport de revenus extractifs) et création d'emplois	FMI (2016) Banque mondiale (2016c) Friedrich Ebert Stiftung (2013) USAID (2013) Coughlin (2015)
Vêtements	Analyse de l'espace produit	Marchepied potentiel vers d'autres secteurs et création d'emplois (principalement dans la production, mais aussi dans des rôles plus techniques, par exemple, les superviseurs hiérarchiques).	Wagstaff et Maennling (2009) GDS (2005)

Source : Balchin et al. (2017).



## Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

[www.aercafrica.org/fr](http://www.aercafrica.org/fr)

### Pour en savoir plus :



[www.facebook.com/aercafrica](http://www.facebook.com/aercafrica)



[www.instagram.com/aercafrica\\_official/](http://www.instagram.com/aercafrica_official/)



[twitter.com/aercafrica](https://twitter.com/aercafrica)



[www.linkedin.com/school/aercafrica/](http://www.linkedin.com/school/aercafrica/)

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique  
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

[communications@ercafrica.org](mailto:communications@ercafrica.org)